

## RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguët, militant du Mouvement des Citoyens
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant socialiste progressiste
- Vincent Huët, militant de la LCR
- Sylvie Mayer, militante du Parti Communiste
- Roland Mérieux militant de la CAP
- Félix Millera
- Xavier Rousselin, militant de la LCR
- Jean Sanchez, militant AREV

Directeur de publication:

Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,  
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790  
tel.: 01.64.91.32.75

N° 78 janvier 1997  
5è année de parution

# RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

## INTERVENEZ CITOYENS !

par Sylvie Mayer

Le 29ème congrès du PCF s'achève. Il fait l'objet de nombreux commentaires dont la teneur varie selon que l'on s'arrête sur les obstacles très réels que rencontre la mise en oeuvre de la mutation, ou que l'on examine les novations elles aussi très réelles qui nourrissent cette mutation. En tout cas, il laisse peu de monde indifférent : rajeunissement de la direction, féminisation sensible, même si elle est encore insuffisante, liberté de ton des échanges, véritable construction démocratique des orientations adoptées, tout observateur impartial a pu constater qu'il s'est passé quelque chose au Parti Communiste, durant son congrès. Les communistes ont affirmé leur désir d'être présents au rendez-vous de la créativité, de l'humanisme, de la démocratie, dans le parti et dans la vie. Ils se réaffirment révoltés et constructifs, ouverts à la société, rassembleurs.

Face à la dureté de plus en plus grande de la vie, le projet communiste élaboré depuis plus d'une demi-année, encore largement modifié et enrichi durant le

congrès, réaffirme qu'il n'y a pas de fatalité à cette situation. Il est possible d'en sortir, de créer des emplois nouveaux qui soient aussi de nouveaux emplois, à la mesure de notre temps. Il est possible de satisfaire les attentes de la jeunesse, en agissant avec elle. Il est possible de faire reconnaître les exigences de dignité, qui passe par de nouveaux droits, à la formation, à la santé, au logement, à la culture. Droit à une sécurité de vie digne d'une société moderne.

Nous avons aussi réaffirmé dans ce congrès notre opposition à la monnaie unique et notre volonté d'obtenir que les français soient consultés à ce sujet, car il s'agit d'un projet d'une société encore plus dure et inhumaine à laquelle les marchés financiers veulent plier la France. Mais nous n'en sommes pas restés là. Nous voulons aussi débattre d'une autre construction européenne, qui fasse de l'Europe une véritable communauté de peuples, coopérant et s'entraidant mutuellement, favorisant la solidarité avec le reste du monde. .../...

**La Rédaction de "Rassembler à Gauche"  
vous souhaite ses meilleurs voeux  
pour l'an neuf**

Chacun de nous a sa lunette  
Qu'il retourne suivant l'objet :  
On voit là-bas ce qui déplaît,  
On voit ici ce qu'on souhaite.

Florian

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

## INTERVENEZ CITOYENS!

suite

Ce projet du Parti Communiste que nous avons construit ensemble est bien un véritable projet de société nouvelle, ambitieux, à la mesure des défis qui sont lancés à toute notre société, exigeant d'une véritable démocratie de participation.

Il est à la hauteur des exigences des français, et il n'est pas hors de portée, à condition qu'il repose sur la mobilisation de la société, ce que nous avons appelé l'intervention citoyenne. Il faut aussi qu'il puisse s'appuyer sur le relais que lui apporterait une majorité de gouvernement nouvelle, à l'unisson de ses exigences.

Force est de constater que la gauche aujourd'hui n'est pas prête à répondre à ces ambitions. Elle ne pourra devenir la gauche "du coeur et de l'efficacité transformatrice", une gauche qui "aille au devant de la vie" (1) que si les hommes et femmes de gauche s'emparent de cette réalité pour la faire bouger radicalement. C'est ce qui a conduit Robert Hue à lancer un appel à l'opinion progressiste dans sa diversité : "Si vous voulez une gauche qui renonce à la tentation du passé pour s'ouvrir au goût de l'avenir... ne laissez pas la gauche livrée à elle-même. Faites-en votre affaire. Faites-vous entendre, intervenez." Il me paraît que cet appel peut être entendu par les lecteurs de Rassembler à Gauche. □

(1) Discours de clôture de Robert Hue

## DÉCENTRALISATION... CORPORATISME... TOTALITARISME

par Amaury Couderc

Que devient la République lorsque ses institutions mettent les communes, les départements, les régions sous l'empire du chantage des intérêts privés, transformant ces mêmes collectivités en concurrentes ?

Que devient l'aménagement du territoire lorsque la décision d'implantation d'une industrie, d'un équipement, d'une infrastructure n'est plus le résultat d'une volonté politique de planification et d'équilibre entre les différents points du territoire mais est abandonné à la surenchère entre ces mêmes collectivités ?

La mise en application de la décentralisation génère l'abandon par l'Etat de l'une de ses justifications premières : l'aménagement du territoire, qui donne à chaque citoyen les mêmes possibilités d'accéder au savoir, au bien-être, à l'égalité des chances qu'il habite la Corrèze ou la région parisienne.

De plus en plus, les élus communaux, départementaux, mais surtout régionaux sont amenés à abandonner toute volonté politique d'un aménagement rationnel et équilibré de l'ensemble du territoire au seul profit d'un repli sur sa ville, son département, sa région, dicté par des intérêts financiers et non plus par une volonté politique délibérée d'aménager le territoire.

Le système économique engendré par la décentralisation est directement lié à la volonté des grands groupes industriels et financiers d'aménager le territoire comme outil de la déréglementation.

La lettre de la DATAR confirme cette analyse :

*"Les problèmes ne se posent plus à l'échelle de la France, mais de l'Europe et du Monde.*

*Ces évolutions conduisent à trois idées forces :*

*- L'aménagement du territoire cantonné à l'Hexagone n'a plus de sens.*

*- Tous les projets industriels d'infrastructures, de recherche, de formation, doivent être conçus en fonction de la compétition mondiale.*

*- L'aménagement du territoire n'est plus le monopole de l'Etat."*

Il fallait, dans l'intérêt des grands groupes détruire toute volonté d'aménagement national du territoire : **c'est fait.**

Ces "Grands Groupes" dans le cadre de la compétition internationale imposent la délocalisation des productions dans les "Régions" à faible coût de main-d'oeuvre, ils le font dans celles qui financeront les infrastructures au plus haut niveau par des aides et subventions au travers de la mise en concurrence des régions (projet SOLEIL par exemple). Du point de vue de la réalisation du maximum de profit, c'est pour eux le meilleur aménagement économique.

Soyons clairs, il s'agit bien là de fonds publics affectés à des intérêts privés ce qui constitue une dilapidation du bien collectif abandonné à la dictature du capital financier. L'argent public est de plus en plus dépensé dans des perspectives allant à l'encontre d'un aménagement rationnel du territoire.

Cette politique justifie le désengagement de l'Etat.

Les critères d'investissement du capital financier deviennent dès lors très clairs :

Lettre de la DATAR : *"La formation du profit peut passer par la minimisation des frais de main-d'oeuvre, et celle-ci par des bas salaires ou d'autres voies, ou par la maximalisation de la productivité... la minimisation des frais financiers (coûts des infrastructures, aides et subventions...)"* Nous sommes là dans le cas précis des conditions qui sont posées aux régions qui entrent en concurrence pour obtenir le projet "SOLEIL" par exemple.

Les deniers publics sont utilisés contre un développement rationnel de l'économie et de la recherche, la décentralisation va accentuer .../...

## FSU

En Essonne les syndicats de la FSU sont les plus représentatifs dans toutes les catégories.

Dans le primaire le SNUIPP passe de 14% à 39,5% (plus forte progression départementale).

Dans le secondaire le SNETAA (lycées professionnels), le SNES et SNEP (éducation physique), avec respectivement environ 40%, 60% et 80% des suffrages, confirment la confiance qu'ils ont des personnels.

**Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.**

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom \_\_\_\_\_ Adresse n° \_\_\_\_\_ rue \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Je verse la somme de: 100 fr  autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

## DÉCENTRALISATION... CORPORATISME... TOTALITARISME

suite

le déséquilibre économique entre les régions pauvres et les régions dites riches.

Nous apprenons encore avec la lettre de la DATAR qu'à la vraie solidarité institutionnelle de la République la décentralisation va y substituer les "solidarités" humiliantes "des missionnaires". Ces mêmes groupes industriels veulent que la vie sociale soit organisée en fonction de leurs propres besoins.

Nous assistons, nous élus, quasiment impuissants à cette volonté de privilégier le "clocher du village" tout simplement parce que les intérêts propres de la communauté en cause, même s'ils sont différents ou opposés à l'intérêt général, deviennent prioritaires dans le cadre de ce système.

Cette politique a un nom, cela s'appelle le corporatisme et de tout temps la suite logique du corporatisme a été le totalitarisme... □

**Il est temps de choisir la France que nous voulons.**

### **Exigeons un référendum sur l'Euro**

**Réunion publique**

**Judi 16 janvier 1997 à 20 h 30**

**Salle des fêtes de Palaiseau**

**Débat animé par : Paul Loridant, Sénateur-Maire des Ulis, Monique Duboué, Conseillère municipale de Palaiseau et Georges Sarre, Député-Maire de Paris 11ème, Porte parole du MDC.**

## **APRÈS 96... KALÉIDOSCOPE**

par Michel Galin

Par-delà les frimas, Décembre aura bien été à l'image de l'année 96 : contradictoire avec des manifestations importantes du mouvement social et aussi des attaques brutales d'un pouvoir en crise. Et l'absence de réponse politique à Gauche n'a été levée ni par le congrès du PCF, ni par la convention du PS.

### **Le mouvement social**

La grève des routiers est intéressante sous plusieurs aspects. Pour la première fois, ils se sont mobilisés indépendamment de leurs patrons et même contre eux. Ce qui a été moins souligné est le caractère offensif de leurs revendications. Rejoignant les traminots, ils exigeaient la diminution du temps de travail et l'abaissement de l'âge de la retraite, et ils ont en partie gagné.

Une autre première : les actions de chômeurs lors de la discussion de la répartition des « bénéficiaires » de l'UNEDIC. Même si les résultats obtenus sont bien maigres, imaginons ce qu'il serait advenu s'ils avaient laissé se dérouler tranquillement le tête-à-tête entre N. Notat et J. Gandois...

Ne boudons pas non plus les résultats des élections professionnelles dans l'éducation nationale: Avec 47,5% des suffrages la FSU progresse et est confirmée comme la première fédération de son secteur (mais aussi des fonctionnaires d'état) loin devant la FEN (20%). Les enseignants ont montré leur attachement à un syndicalisme unitaire, démocratique et combatif et manifesté ainsi, après les grèves de l'automne, que Décembre 95 n'avait pas

été une simple parenthèse.

Et plus loin de nous, en Corée du sud, par des grèves et des manifestations les salariés refusent la flexibilité totale que le patronat veut leur imposer.

### **Des attaques brutales**

La nouvelle loi Debré, amendée, sans presque d'opposition, par les ultra de la droite, constitue une remise en cause des libertés, non seulement pour les étrangers, mais aussi pour les Français. Les immigrés et ceux qui les reçoivent chez eux sont rendus a priori suspects. En même temps, reniant une fois de plus sa parole, le gouvernement sépare des familles expulsant 2 « sans-papiers » de Saint Bernard, pères

nouvelle règle de représentativité syndicale dans la fonction publique (malheureusement à la demande de la CFDT et FO pour une fois unis). L'objectif est de priver la FSU et les syndicats du groupe des 10 de la représentativité que leur ont donné les salariés de leur secteur. Il faut regretter aussi la courageuse abstention du PS au parlement. Le vote dans l'Education Nationale est une première riposte et la bataille pour faire respecter les choix des personnels va s'amplifier.

### **Contradictions**

La crise de l'état et celle de la représentation politique ont atteint en 96 une ampleur inégalée. Les contradictions entre les aspirations populaires et l'arrogance patronale et gouvernementale n'ont cessé de s'exprimer sans vraiment que le rapport de force ne les dénoue dans un sens ou dans l'autre.

Qu'une trentaine de SDF meurent de froid, dans la quatrième puissance du monde, illustre cruellement les contradictions d'un système et l'impasse ou nous mène le libéralisme.

### **Et 97 ?**

Chercher (et trouver...) une issue positive à la crise doit continuer, plus encore, à guider notre activité. Agir pour développer le mouvement social, peser pour que ses aspirations et ses attentes soient au cœur d'une alternative de Gauche devront constituer l'essentiel de notre démarche.

Et puisque c'est la période des vœux, faisons celui que « Rassembler à Gauche » soit utile, en portant bien son nom. □



d'enfants nés en France. Une manifestation est prévue Samedi 18 Janvier.

Moins grave, mais liberticide aussi, le gouvernement a fait adopter une

# FSU : ÉCLATANTE VICTOIRE AUX ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES !

par Robert Duguet

Les élections professionnelles du 12 décembre dans la fonction publique enregistrent pour la FSU une progression de 7,6% avec un score de 46,8% des suffrages. Les autres organisations reculent (FEN, FO, CFDT...), stagnent (CGT, CGC, CFTC) ou ne réalisent pas la percée espérée (SUD obtiendrait 1,6%). Si nous voulons bien être attentifs aux processus sociaux qui pèsent sur la nécessaire recomposition à gauche, la victoire de la FSU, si elle modifie de manière décisive le paysage syndical dans la fonction publique, bouleverse aussi les relations politiques FEN-PS existant en France depuis 1947.

Quel premier bilan en tirer ?

Tout d'abord la défaite de la FEN est confirmée: Bien sûr les personnels ont sanctionné, et ce dans un laps de temps relativement court, la politique scissionniste et antiunitaire de l'ex-fédération de l'enseignement. Mais allons au-delà : si nous reprenons l'histoire des deux septennats de François Mitterrand, l'appareil de la FEN, plus d'ailleurs que celui du PS, a directement inspiré les politiques scolaires les plus contestées des gouvernements socialistes. Outre les mesures prises contre la qualité de l'enseignement public, souvenons-nous de la honteuse capitulation sur la question laïque. La sanction portée par les collègues va donc au-delà du cadre proprement syndical : c'est l'opposition à une politique que nous ne voulons pas voir revenir.

Par ailleurs certaines confédérations pensaient que la scission de la FEN leur offrirait les débris du syndicalisme unitaire. Depuis la naissance de la FSU rien n'aura été ménagé pour entraver le développement du syndicalisme unitaire: courant novembre 1996 encore, le parlement a entériné une loi sur la représentativité dans la fonction publique, à la demande des fédérations FO et CFDT de la fonction publique, visant tout simplement à contester la représentativité de la FSU et à minorer considérablement sa place dans les organismes officiels. Nous soulignons que ce texte de loi scélérat, inspiré par le grand dirigeant ouvrier à bretelles Marc Blondel, ses amis dans l'enseignement qui par ailleurs contestaient le déroulement réglementaire des élections professionnelles du 12 décembre, a vu l'abstention honteuse des parlementaires du Parti Socialiste. Dernière manœuvre en date contre une construction unitaire, ce ne sera pas d'ailleurs la dernière, mais pitoyables résultats électoraux des syndicats FO de l'enseignement!

Par ailleurs les chiffres de la représentativité de la FSU dans la fonction publique en général, s'ils dégagent une majorité 17,61% contre 16,82% à l'UNSA(FEN), 16,59% à la CGT, 14,74% à FO et 14,61% à la CFDT, ne donnent pas l'image exacte des processus de recomposition syndicale engagés. Pour l'instant les bataillons de la FSU sont essentiellement composés des personnels enseignants: il n'y a aucune raison que l'exemple donné par le fonctionnement d'une structure unitaire ne morde pas sur les

autres catégories de personnels ou que l'aspiration traduite n'alimente pas la crise des organisations confédérées dans la fonction publique autour d'une question désormais légitime : pourquoi sept fédérations de fonctionnaires?

Issue d'une scission provoquée par la majorité « prosocialiste » de la FEN à l'encontre des syndicats dirigés par le courant de pensée Unité et Action, historiquement né du mouvement communiste, la FSU s'est projetée à partir d'un pari qui a aujourd'hui été confirmé par le suffrage des personnels : préserver le cadre du syndicalisme unitaire dans l'enseignement dans la perspective d'une confédération unitaire et démocratique pour tous les salariés. Née sur une opposition fractionnelle entre les deux composantes du « vieux mouvement ouvrier », le positionnement choisi par sa direction quant aux nouvelles pratiques syndicales, à l'unité syndicale, à l'accompagnement des mouvements sociaux, notamment les grèves de novembre-décembre 1995 contre le plan Juppé, amène un renouvellement important du syndicalisme enseignant. Les jeunes générations d'enseignants, en témoigne le résultat obtenu dans les IUFM, se tournent résolument vers le cadre unitaire de syndicalisation. Quant au SNUIPP, syndicat des instituteurs né début 1993, il tire incontestablement la fédération sur sa gauche et remporte une victoire éblouissante: il enregistre une progression de 12% et passe de 7% devant le SNI-FEN. La vie démocratique interne du SNUIPP, la participation du syndicat aux assemblées générales de personnels, voire aux comités de grève, la recherche de l'unité syndicale avec les autres organisations, l'élaboration des textes d'orientation par tout le syndicat, la recherche du consensus majoritaire et le refus de formaliser des oppositions fractionnelles sur une base politique, l'intégration des courants minoritaires dans les exécutifs, l'appel à la grève générale jusqu'au retrait du plan Juppé... voici quelques uns des éléments qui ont caractérisé la vie du SNUIPP dans la dernière période. Le syndicat des instituteurs a incontestablement donné un contenu concret à la recomposition syndicale: certes beaucoup reste à faire, et le « vieux mouvement ouvrier » dont nous parlions tout à l'heure pèse sur la rénovation de la FSU et en fait une structure encore fragile. Ainsi ce qui est largement entamé dans le primaire, n'a trouvé qu'une application limitée dans les lycées et collèges, pour des raisons de construction historique du courant Unité et Action.

Les forces qui ont résisté à la dérive de l'ancienne FEN ont fait le choix, dans la tradition du syndicalisme enseignant depuis 1947, de construire une fédération unitaire: c'est assez pour qu'en trois ans celle-ci devienne majoritaire dans la profession et que commence à s'accomplir en son sein des processus de rénovation du syndicalisme qui concernent le salariat dans son ensemble et donc la recomposition politique. □

## LA GAUCHE RESTE PRISONNIÈRE DES VIEUX DÉBATS

par Bernard Fischer

Novembre-décembre 1996, c'est le premier anniversaire de la grève des cheminots, c'est l'anniversaire du paradoxe.

La grève des routiers permet à certains éditorialistes une comparaison facile entre la grève des cheminots de novembre-décembre 95 et la grève des routiers de novembre-décembre 96.

Les manifestations de rue sont toujours le produit de circonstances exceptionnelles, même dans une situation de crise politique et sociale profonde. Les manifestations parisiennes des 16, 23 et 30 novembre en sont une preuve supplémentaire.

Le samedi 16 novembre, FO et la CGT manifestent pour le premier anniversaire du plan Juppé. M. Blondel manifeste à Paris et L. Viannet manifeste à Aurillac. La CFDT ne manifeste pas pour des raisons de date. Le mot d'ordre des militants FO du Parti des Travailleurs est "unité FO-CGT contre le plan Juppé-Notat". Ils ont tout simplement un mois de retard par rapport au mot d'ordre de la manifestation du 17 octobre, "Juppé, Notat, même combat".

Le 23 novembre, 2000 personnes manifestent à Paris à l'appel de toute la gauche contre la condamnation du groupe de musique NTM à trois mois de prison ferme.

Le 30 novembre, la manifestation nationale des sans-papiers est un échec. Le débat et le vote en première lecture à l'assemblée nationale de la nouvelle loi Debré anti-immigrés à la mi décembre 96 ne suscite aucune mobilisation populaire, comme la loi Pasqua en 1993.

Fin décembre, pour la première fois depuis de nombreux mois, la cote de popularité de J. Chirac et de A. Juppé augmente de quelques points dans les sondages. Les explications viennent en même temps. On porte au crédit du gouvernement sa fermeté dans la lutte anti-terroriste, le plan Vigipirate, l'armée française dans le métro parisien, la lutte contre le terrorisme en Corse, la fin, précisément, de la grève des routiers. Le 12 décembre, c'est l'intervention de J. Chirac à la télévision. Il ne dit rien, mais il parle, et apparemment cela suffit.

La modification du paysage syndical, c'est aussi les élections professionnelles dans l'éducation nationale le même jour 12 décembre et la proclamation des résultats le 19. La FSU est la première organisation syndicale dans l'enseignement primaire et dans l'enseignement secondaire précisément au moment où le gouvernement publie, à la demande de FO et de la CFDT, un décret de modification des règles de représentativité des organisations syndicales dans la fonction publique. Ce décret confirme la représentativité de toutes les organisations syndicales de la fonction publique sauf de la FSU !

Pendant ce temps là, la gauche et l'extrême gauche politique et syndicale est en congrès, congrès de SUD PTT, congrès de la LCR, congrès du PCF, convention nationale du PS.

Le 29<sup>e</sup> congrès du PCF est le congrès de la mutation, le premier congrès de Robert Hue comme secrétaire général. Il voit un important renouvellement des instances dirigeantes, en particulier du bureau national, le départ de la vieille garde : Marchais, Leroy, Herzog et Viannet.

Pour les refondateurs, la véritable mutation est devant nous. En effet, il sort de ce congrès la plus classique et la plus traditionnelle stratégie politique électorale et gouvernementale. Au premier tour des élections législatives de 1998, on présente des candidats partout, au deuxième tour, ce sera le désistement républicain et au troisième tour il y aura des ministres communistes dans un gouvernement d'union de la gauche si la gauche est majoritaire aux élections.

Nous le savons tous, on décide d'une consigne de désistement pour le deuxième tour au soir du premier tour et on décide d'une éventuelle participation gouvernementale au soir du deuxième tour.

La gauche française est toujours orpheline, elle n'a pas de stratégie, ni internationale, ni politique, ni sociale.

La gauche française reste prisonnière des vrais faux débats, des vieilles fausses alternatives entre l'Europe libérale ou bien repli nationaliste, parti de gouvernement ou bien parti de contestation, confédération syndicale ou bien syndicat indépendant. □

INFO - INFO - INFO - INFO -

## Collectif 91 de soutien aux sans-papiers

Le collectif de soutien aux sans-papiers d'Arpajon proteste contre les conditions de garde à vue au commissariat d'Arpajon utilisé comme centre de rétention administrative provisoire pour les sans-papiers arrêtés.

D'après le témoignage de l'un d'entre eux, pendant 24 heures il ne leur a pas été permis de téléphoner pour avertir des amis, les policiers proposent seulement de téléphoner eux-mêmes et à leur famille.

- Ils ont été obligés de payer les photos qu'on leur a imposées.

- De même, ils ont été contraints de payer leurs sandwiches, seule nourriture proposée.

- Ils sont arrivés au tribunal d'Evry le samedi 7 au matin, menottes aux mains après avoir dormi sur un banc, sans avoir pu se laver.

Le Mauritanien dont nous avons reçu le témoignage attend en vain une réponse à sa demande de droit d'asile. Pour cet homme qui a été torturé dans son pays, ce traitement est particulièrement humiliant. Son témoignage concorde avec celui d'autres étrangers arrêtés cet été. Le commissariat d'Arpajon se fait ainsi une triste réputation de mépris de la dignité humaine.

Nous regrettons vivement cette image d'une France qui s'est toujours voulu terre d'asile et qui manifeste un tel mépris pour des étrangers qui n'ont commis aucun délit, mais qui sont seulement sans-papiers.

INFO - INFO - INFO - INFO -

**PERSPECTIVES POLITIQUES.**

par Vincent PRESUMEY (Moulins, Allier),  
Bernard GRANGEON (Blanzat, Puy-de-Dôme), les 22/10/96 et 26/11/96.

La journée du 17 octobre a clairement fait planer le spectre de décembre sur la France, et dans une certaine mesure sur l'Europe. Les bienveillants journalistes de service ont bien sûr fait remarquer qu'il y avait moins de grévistes que le 10 octobre 95. En "oubliant" de préciser qu'hormis ce 10 octobre, c'est la grève de la fonction publique la plus importante de ces dernières années ; et en étant bien obligés de constater l'importance des manifestations. Ces deux faits -grève soi-disant faible, fortes manifs- signifient dans leur conjugaison que des franges considérables du salariat cherchent les voies du combat, pour en découdre. Et parmi ceux qui n'ont pas fait grève, une partie partage cet état-d'esprit et trouvait une grève d'un jour insuffisante. De plus beaucoup de salariés du privé étaient présents dans un très grand nombre de manifs.

Le spectre de décembre, c'est aussi le soutien de l'appareil de la CFDT, cette garde prétorienne de Juppé, à son plan anti-Sécu qu'il applique, et à bien d'autres aspects de sa politique. C'est incontournable. Si on veut préserver avec lui le petit commun dénominateur, il faut sacrifier des revendications clefs, comme le retrait du plan Juppé "de l'année dernière" ou la réduction du temps de travail sans perte de salaire, et il faut de plus laisser dire et donc acquiescer de fait aux revendications de la "modernité" patronale qui sont celles de Notat : application du plan Juppé dans une démagogie anti-toubibs, réforme de l'Etat, "activation" des fonds d'Assurance-chômage, flexibilité des horaires... Alors ? Alors ce n'est pas possible, et Notat se fait conspuer dans les manifs, protégée par le... SO de la CGT, avec Deschamp (FSU) à son bras droit et Le Néouannic (FEN, UNSA) à son bras gauche... Ils ont bonne mine ! Surtout, surtout qu'après ça, la réalité des rapports de force à la base est telle que dans leurs déclarations, Viannet, Blondel -ce dernier en l'occurrence le moins compromis puisqu'il s'était retiré plus loin dans la manif-, Deschamps, et, ce qui doit être relevé, Jospin, après avoir rencontré officiellement Blondel et avant de rencontrer de même Notat puis Viannet, se sont tous en fait désolidarisés d'elle. .../...

Dans sa "Lettre du Député" d'octobre 96, Julien Dray propose de "substituer aux lois Pasqua sur l'immigration, une politique des quotas et de réguler les flux migratoires en permettant que s'installent régulièrement chaque année les nouveaux immigrants dont notre pays a besoin."

En dehors du fait qu'il est inadmissible d'aborder un problème comme l'immigration, qui est avant tout un problème humain en terme de quotas, tout le monde a bien compris que les critères régissant ces

quotas, que Julien Dray qualifie "d'intérêt du pays" ne peuvent être que les intérêts des grands groupes financiers utilisateurs de main-d'œuvre précaire et bon marché mais aussi en fonction des besoins ponctuels de l'industrie et des travaux agricoles saisonniers...

*La mine de Slim*

Il n'est pas acceptable d'aborder les problèmes de l'immigration sous cet angle, il s'agit d'hommes et de femmes, soit à la recherche d'une vie meilleure soit pourchassés dans leur pays pour des

raisons politiques, et non de quotas d'individus dont les critères de sélection seraient basés sur de soi-disant "besoins du pays" (lettre du député).

Nous sommes résolument contre toute politique des "quotas" qui nient l'individu et ravalent l'homme à la simple notion de "producteur", taillable et corvéable à merci.

Aux lois Pasqua, il est urgent de substituer une politique de solidarité fondée sur le respect de la dignité humaine et la coopération pour faire reculer le sous-développement, la misère et la barbarie.

Cette position est d'autant plus étonnante que Julien Dray fut l'un des seuls à combattre courageusement à l'assemblée nationale la loi Debré et les amendements de la droite ultra.

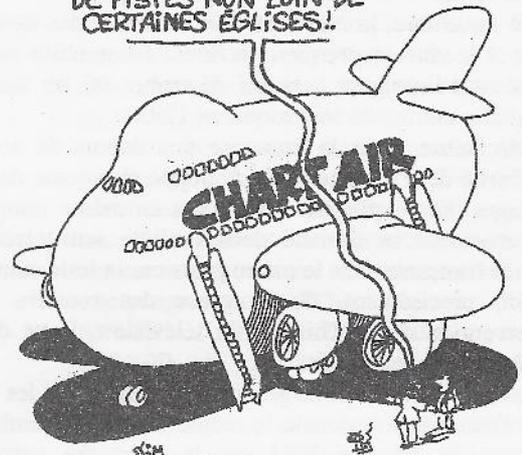
Amaury Couderc

Le groupe confédéral de la Gauche Unie Européenne s'est opposé à l'assemblée de Strasbourg à l'établissement par les gouvernements de listes dites de "pays d'origine sûrs" dont on peut légitimement craindre qu'elles n'offrent pas de garanties suffisantes pour les demandeurs d'asile.

G.U.E.

**IMMIGRATION  
DURCISSEMENT DES  
LOIS PASQUA**

DU COUP ON A ÉTÉ OBLIGÉ  
DE VOIR GRAND CÔTÉ CHARTERS  
ET PRÉVOIR LA CONSTRUCTION  
DE PISTES NON LOIN DE  
CERTAINES ÉGLISES!



## PERSPECTIVES POLITIQUES.

suite

Ce problème se pose aussi à l'opposition CFDT rassemblée dans Tous ensemble : le plan contre la Sécu, l'"activation des dépenses d'assurance-chômage", la réforme de l'Etat, la réduction du temps de travail sans perte de salaires avec embauches correspondantes, sont les questions sur lesquelles il y a et il y aura, non pas opposition politicienne entre une gauche syndicale et sa bureaucratie, mais choc frontal entre les intérêts des salariés et la police de Juppé qui applique sa politique.

Pour en revenir à la situation d'ensemble, quelles perspectives pour cette combativité décidée, que les manifs de retraités ont elles aussi confirmée ? Il y a deux facettes à ce problème : la réalisation d'un nouveau Tous ensemble public-privé - la grève générale- et le débouché politique.

Sur la première facette, à l'heure où sont écrites ces lignes la direction de la CGT propose une action commune vers le 15 novembre. Il faut qu'il s'agisse effectivement d'une journée nationale interprofessionnelle de grève. Oui à une grève nationale public-privé ! Pour l'arrêt des licenciements, la réduction du temps de travail sans perte de salaire, le retrait du plan Juppé et de la réforme de l'Etat !

Sur le second aspect, fondamental, les abonnés sont toujours absents, comme il se doit. Cependant, l'élection de Gardanne a été "riche d'enseignements", ainsi que chacun l'a dit, généralement pour raconter ensuite toutes sortes de choses. Alors, quels sont ces enseignements ?

Premièrement, le gouvernement est massivement rejeté y compris dans son propre électorat ; la crise au sommet persiste et grandit.

Deuxièmement, le Front National dans ces conditions s'impose comme l'alternative politique à droite ; mais il peut être battu par l'unité à gauche, qui l'a fait reculer à Gardanne par rapport aux précédents scrutins.

Troisièmement, et on en arrive au plus débattu, l'alignement sur Maastricht et sur des candidats bourgeois à la Tapie ou à la Kouchner est rejeté par le peuple de gauche. A cet égard une question cruciale est posée : qui a battu Kouchner

au premier tour, et donc le FN au second ?

Les uns disent que c'est l'"ouverture" du PCF, et le renfort du MDC, des Verts, de la LCR, etc... Il y aurait un "pôle de la radicalité" qui se serait affirmé. C'est possible, mais relevons d'ores et déjà deux choses. Si ce "pôle de la radicalité" est par définition anti-Maastricht, ce point n'est pourtant plus, selon Robert Hue et le texte soumis au congrès du PCF, un obstacle à une participation communiste gouvernementale en 1998. Le PCF sera-t'il le dernier rempart des critères de convergences ? Sacré gag (mais on en a vu d'autres avec ce parti !), mais la question pourrait se poser ...

Seconde observation : les partisans du "pôle de la radicalité" ont pourtant changé de discours comparé à il y a quelques mois : ils présentent leur "pôle" comme un préalable nécessaire à l'unité de "la gauche", et non comme exclusif du PS. Ce changement vient de R.Hue en personne, qui depuis décembre 95 ne s'oppose plus frontalement au mouvement social sur la question de l'unité (le thème de l'"opposition constructive" à Chirac a disparu par la même occasion). Guy Hermier, les éditoriaux de Politis, la direction de la LCR et une partie essentielle des camarades de Rassembler à Gauche estiment eux qu'il faut un tel "pôle", mais sans répéter l'attitude d'IU en Espagne qui avait en fait fait le jeu de la droite.

Quoi qu'il en soit ce n'est pas le rassemblement autour du PCF qui à Gardanne a battu Kouchner au premier tour et l'homme de Le Pen au second. Ce sont les militants et les électeurs socialistes, qui dans leur grande majorité ont choisi de voter Meï dès le premier tour et ont ainsi créé les conditions politiques de ce qui a suivi. Ils ont refusé de voter pour un candidat bourgeois étiqueté de gauche. Leur vote classe contre classe du premier tour, avec les électeurs communistes, d'extrême-gauche et

d'anciens électeurs abusés par Tapie, a débouché sur l'affrontement classe contre classe du second tour, car malgré les déclarations de la direction du PCF et de son candidat, il n'y a pas eu de "Front républicain", la droite a nationalement fait le choix officieux du Front National et le soutien de Gaudin à Meï -ce même Gaudin qui a joué un rôle historiquement décisif dans l'intégration institutionnelle des fascistes en région PACA ! - est un soutien qu'il aurait dû rejeter et qui n'a pas contribué à sa victoire.

Il y a, eu, par contre, une véritable défaite, et bien méritée, de la direction du PS. Bien entendu, il est souhaitable que ces leçons soient tirées du sein même du PS, sous peine d'être gaspillées, et aussi par les militants communistes, et par les autres.

**Lundi 13 janvier, 20 h 25**  
**MJC d'Evry Village**

**L'Union Départementale 91**  
**de la CNT-AIT vous invite.**

**A l'ordre du jour, l'actualité**  
**de la CNT dans l'Essonne et**  
**ailleurs,**

**\* Campagne Mac Donalds**

**\* Défense du 33 rue des**

**Vignoles contre les**  
**expulseurs**

**\* Lutte des animateurs CNT**  
**de l'Essonne**

**\* La CNT et l'AIT.**

Pour notre part, nous avons fait le choix de militer dans les rangs du Parti Socialiste et de la Gauche socialiste. Anti-Maastricht nous restons, c'est.../...

## COURRIER DES LECTEURS - COURRIER DES LECTEURS

### PERSPECTIVES POLITIQUES.

suite

d'ailleurs de plus en plus facile sur ce plan au PS ; et nous estimons que c'est d'unité dont le salariat a besoin, qu'il ne faut pas opposer des couches "radicales" ou "radicalisées" à d'autres qui le seraient moins (à cet égard le "pôle de la radicalité" a ses propres concurrents d'extrême-gauche), mais rassembler, sur les bases du mouvement de décembre qui continue. C'est dans cet esprit que nous envisageons de contribuer à votre bulletin -par et pour le débat commun.

Fraternellement, et à suivre. □

*Nous nous félicitons que Vincent et Bernard, militants de la Gauche Socialiste, contribuent par cet article à "Rassembler à Gauche".*

*Nous nous étonnons de la contradiction entre la radicalité des propos du début de l'article et la conclusion.*

*Nous n'avons jamais pensé quant à nous que le pôle de radicalité devait "habiller pour l'hiver" Michel Deschamps ou la CGT, ou exclure des militants voire des courants du PS, ni même considérer la direction de la CFDT comme une simple agence du CNPF.*

*Poursuivons le débat...*

*A.C. et M.G.*

La FSU devient la première organisation syndicale des fonctionnaires de l'Etat. Le choix des personnels est clair. Il revient maintenant aux ministres de l'Education Nationale, de la fonction publique, au gouvernement et à tous les corps constitués de respecter cette expression démocratique et d'en appliquer, à tous les niveaux, les conséquences.

## COURRIER DES LECTEURS - COURRIER DES LECTEURS

## INFO - INF

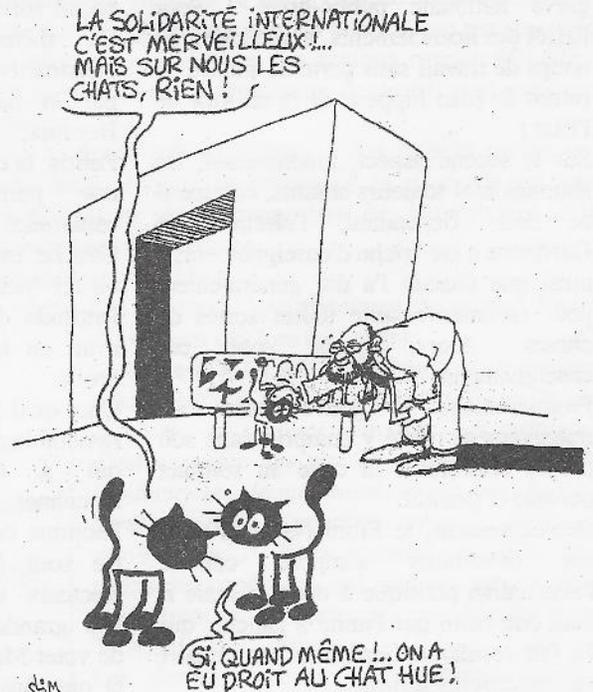
Extrait de "La Lettre d'Anicet Le Pors", ancien ministre, Conseiller Général de Nanterre

### Le 29<sup>e</sup> Congrès du PCF UNE MUTATION QUI RESTE À FAIRE

...  
Et pourtant il est urgent que des changements radicaux interviennent dans l'ensemble de la gauche, car le Parti Socialiste s'avère lui-même incapable de faire une critique résolue de sa gestion gouvernementale, et c'est aussi pour cela qu'il est en panne d'idées. Le retour lucide sur le passé n'est pas une perte de temps, c'est le préalable obligé pour ne pas recommencer les erreurs passées, pour forger des idées nouvelles, pour créer une véritable alternative aux désastreux effets de l'ultralibéralisme et à la politique actuelle.

La crise politique s'aggrave en France. Le Front National se pose de plus en plus comme solution de cette crise en usant du racisme et de la démagogie. Des millions de personnes souffrent de misère et de précarité. Avec d'autres, les forces militantes que regroupe ou qu'influence le Parti Communiste ont un rôle à jouer. C'est dire la responsabilité de ce congrès : les faux-semblants et les manoeuvres d'appareil ne suffiront pas.

L'intégralité de l'article d'Anicet peut être lu dans "La Lettre" de novembre/décembre 1996.



## INFO - INF